

# IDÉES/

**Ce projet de création d'une zone commerciale gigantesque sur des terres arables du Val-d'Oise soulève un vent de contestation de la part des habitants de Gonesse. Un rassemblement est prévu le dimanche 27 mai.**

**D**u Bourget, où a été signé l'accord international sur le climat, au Triangle de Gonesse, dont les terres limoneuses ont nourri Paris et sa région pendant des siècles, il n'y a que quelques kilomètres. Mais cette courte distance suffit visiblement à faire oublier certains engagements, même les plus solennels. En décembre 2015, la France, présidente de la COP 21, prenait la tête de la lutte contre le réchauffement climatique et promettait d'être le meilleur élève de la classe. Le 4 mai 2018, le bon élève se mue en cancre : en faisant appel de l'annulation de la ZAC du Triangle de Gonesse par le tribunal administratif de Cergy-Pontoise, le gouvernement français a décidé que les champs de Gonesse devaient disparaître sous un manteau de béton et de bitume et faire place à EuropaCity, un centre commercial et de loisirs de plus de 500 boutiques, avec piste de ski artificielle, parc aquatique climatisé, hôtels et parkings, le tout desservi par une gare, financée sur deniers publics.

EuropaCity et le quartier d'affaires qui l'accompagne forment un mastodonte de 280 hectares. C'est un exemple caricatural de projet hors-sol qui essaie de justifier son existence par des promesses mirobolantes d'emplois. Le groupe Auchan et son allié, le chinois Wanda, prétendent en créer 10 000, alors que les centres commerciaux alentour voient leur clientèle leur tourner le dos. Un gâchis terrible est annoncé : alors que le concept du centre commercial, fût-il «expérientiel», est moribond, les terres de Gonesse, d'une exceptionnelle qualité agronomique, auront été perdues pour rien. Avec des conséquences multiples sur l'environnement. EuropaCity émettra autant de gaz à effet de serre qu'une ville de 140 000 habitants. Les effets bénéfiques des terres – qui absorbent le carbone, régulent l'eau de pluie et rafraîchissent l'air caniculaire des villes –



Mai 2017, manif contre EuropaCity, à Gonesse (Val-d'Oise). PHOTO VALÉRIE DUBOIS, HANS LUCAS

## Avec EuropaCity, la France va-t-elle sortir des accords de Paris ?

appartiendront au passé. Et la perspective de produire sur place des fruits et légumes de proximité pour les habitants des environs sera anéantie. Et l'Etat, que vient-il faire là-dans ? Que des investisseurs pri-

vés ne voient pas plus loin que leur profit immédiat, cela n'étonne personne. Mais que le gouvernement cofinance ce projet via une gare qui ne desservira que cet aménagement privé, voilà qui n'est pas acceptable.

A trois reprises déjà le projet EuropaCity a été jugé incompatible avec les engagements pris par la France en matière de lutte contre le changement climatique : le ministre de la Transition écologique et solidaire, Nicolas

Hulot, l'a dit avec la plus grande fermeté, suivi par le commissaire enquêteur dans le cadre de la révision du PLU de Gonesse, puis par le juge administratif qui a annulé l'arrêté préfectoral de création de la zone d'aménagement concerté (ZAC). Des avis négatifs ont également été rendus par la Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers du Val-d'Oise, l'Agence francilienne de la biodiversité, la Chambre de commerce et d'industrie, de nombreuses mairies alentour et quelque 600 commerçants de Gonesse et des environs. Aujourd'hui, l'Etat décide donc de faire appel de l'annulation de la création de la ZAC. C'est une décision politique par laquelle le gouvernement signifie qu'il est prêt à relancer la machine à bétonner. Le collectif d'habitants et d'associations qui défend le Triangle de Gonesse a au contraire la puissante conviction que les terres agricoles à proximité des villes sont un patrimoine précieux, d'autant plus indispensable qu'il ne sera plus possible dans un avenir proche de faire voyager comme aujourd'hui nos aliments sur des centaines de kilomètres.

Un projet alternatif, baptisé «Carma» (pour coopération pour une ambition rurale et métropolitaine agricole) propose d'y installer le premier maillon d'une vaste zone de production agricole, qui pourra fournir les Franciliens en produits frais, sains et de proximité. Plutôt qu'une coûteuse gare, le gouvernement devrait proposer aux communes limitrophes du Triangle, touchées par un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale, des investissements massifs dans la formation aux métiers d'avenir que sont la rénovation thermique, l'écoconstruction et la mobilité durable.

EuropaCity est un projet dépassé, destructeur du climat et coûteux en argent public. Monsieur Macron, prouvez-nous que les discours sur l'exemplarité climatique et les slogans de type «Make Our Planet Great Again» ne sont pas de pures incantations. Avec EuropaCity, l'heure de vérité climatique est arrivée. 

**Signataires :** Jean Jouzel Climatologue, Marie-Monique Robin Documentariste et écrivaine, José Bové Député européen, Yves Cochet Ancien ministre de l'Environnement, Bernard Loup, Président du Collectif pour le Triangle de Gonesse.